

## **Déclaration de François MARTY, Maire de Decazeville, à la Manifestation Place Decazes du 28 janvier 2017 (lu par Maurice Andrieu)**

Le territoire dépendant de notre maternité et de notre hôpital compte 101 communes très rurales pour 70 000 habitants avec des liaisons routières très étroites et accidentogènes. Une fermeture de la maternité entraînerait un éloignement de 61 000 habitants à plus de 45 mn de toute maternité (soit Brive ou Cahors ou Aurillac ou Rodez ou Villefranche de Rouergue) et 15 000 seraient à plus d'une heure.

Plusieurs transports en urgence vers Rodez et 3 accouchements récents aux urgences de Decazeville depuis la suspension de la maternité laissent présager ce que va donner ce désert obstétrical avec risque d'accident important ; nous avons de plus un quota élevé de population en situation précaire nécessitant une prise en charge de proximité : notre territoire avec une population d'âge moyen très élevé et à forte proportion de polyopathie a un taux d'appauvrissement de 20% soit le double de la région de Rodez, connaît un taux de chômage très élevé et nous sommes en ZEP Zone d'éducation prioritaire.

Par ailleurs la disparition de la Maternité va fragiliser fortement l'ensemble de l'hôpital ; la diminution des anesthésistes risque de faire disparaître le service des soins continus et la chirurgie avec hospitalisation, deux activités essentielles pour prendre en charge dans les plus brefs délais les urgences vitales, alors qu'on se heurte à de grandes difficultés pour trouver une place aux patients qui le nécessitent dans les hôpitaux de la région ou au CHU.

Notre Bassin de vie occupe encore une place économique importante dans l'industrie métallurgique ( nous appartenons à la « Mécanic Vallée ») ; plusieurs entreprises comme la SAM avec 600 personnes fonctionnent 24h/24 y compris les weekends et ont des emplois à risque important (métal en fusion...) ; pas question pour ces industriels de développer ou même de maintenir ces activités s'il n'y a pas à proximité des usines de possibilité de soins continus et d'hospitalisation en chirurgie capables de prendre en charge ces accidents industriels . De plus comment attirer des jeunes avec des compétences si on ne leur propose pas des services hospitaliers de proximité ?

Toutes ces raisons de bon sens plaident pour le maintien de cette maternité qui depuis 46 ans que j'habite cette Ville n'avait jamais connu de décès d'une jeune Maman ; cet événement indésirable grave, d'après les analyses médicales dit « embolie amiotique » se produit quelques dizaines de fois en France par an et ceci dans des structures hospitalières bien plus importantes et on ne ferme pas pour autant ces unités...

A ce jour on ne connaît pas les résultats de l'enquête demandée par le Procureur ni les résultats des autopsies ; le rapport de l'ARS n'est pas clair et se veut à charge , on peut y lire dans les conclusions : « l'équipe d'inspection n'étant pas qualifiée pour porter un diagnostic et juger des bonnes pratiques médicales concernant la prise en charge de la parturiente et du nouveau-né, pose des questions d'ordre clinique qui relèvent d'une expertise spécialisée en gynécologie-obstétrique, en anesthésie-réanimation et en biologie médicale... » Or les 5 et 6 septembre 2016, la Haute Autorité de Santé avec des experts visiteurs ce coup ci a fait une visite de certification concernant « le management de la prise en compte du patient en salle de naissance » et ce rapport n'est toujours pas officialisé, alors qu'on sait qu'il signale une bonne procédure de certification....

Nous sommes conscients des efforts et améliorations à apporter à nos services et toute l'Equipe de Direction avec le Personnel et les médecins y travaille sans relâche pour répondre aux attendus de l'ARS ; si celle ci nous aide comme il se doit, l'autorisation de rouvrir la maternité peut être prise très rapidement et nous pensons avec force et conviction que les risques engendrés par sa fermeture seront beaucoup plus importants et graves que dans le cas de son maintien.

Notre territoire a subi ces dernières années les conséquences de nombreuses suppressions d'emploi suite à la disparition de l'industrie lourde et minière ( 3000 en 1987) ; avec tous les Elus, les Entreprises et la population, au quotidien nous nous battons sans relâche pour garder nos jeunes et leur proposer un emploi et un cadre de vie...aussi nous lançons un vibrant appel à nos gouvernants et au Ministère de la Santé pour que nos territoires ruraux soient reconnus et que leurs habitants aient droit comme tout citoyen à un égal accès à des soins sécurisés et de qualité avec la meilleure proximité de ces soins...

Dans notre bassin, nous ne sommes pas des sous-citoyens ; nous pouvons être fiers de notre passé et nous voulons avoir un avenir ; les médecins, les paramédicaux : sages femmes, infirmières et infirmiers, aides-soignants, les administratifs et autres personnels hospitaliers ont les mêmes diplômes qu'ailleurs et ils exigent d'avoir les mêmes moyens qu'ailleurs pour que l'on puisse naître, vivre dignement, se soigner et vieillir dans notre belle région.